

Le sommet de Toronto

Au Canada, les dirigeants du G8 en quête laborieuse d'un discours commun

Le président américain, Barack Obama, et la chancelière allemande, Angela Merkel, ont masqué leurs divergences

►►► Suite de la première page

M. Obama a exposé sa vision lors du déjeuner du G8 qui rassemblait, vendredi 25 juin, les dirigeants des pays les plus riches du globe (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Russie). « Si l'Europe peut passer de 1% à 2% de croissance, je serai très content », a-t-il insisté, prenant la parole après le premier ministre canadien, Stephen Harper, hôte du sommet.

Mais quelques jours après avoir exhorté ses homologues à relancer l'économie mondiale, le président américain a compris que la chancelière allemande ne bougerait pas. Il choisit donc l'apaisement et se déclare impressionné par les actions prises par l'Europe pour sauver la Grèce et l'euro, assure comprendre la nécessité de réduire les déficits budgétaires. Il se dit préoccupé par la santé des banques européennes. Mais cela tombe bien, les Européens ont décidé de publier les résultats de tests de résistance, pour vérifier la résistance des leurs principales banques à des chocs économiques. Pour M. Obama, il s'agit d'un premier pas pour restaurer la confiance.

Le président de la Commission

européenne, José Manuel Barroso, expose alors la stratégie des Européens, subtile combinaison entre mesures de consolidation budgétaire, réformes structurelles et amélioration de la gouvernance économique. Cette politique porte un joli nom technocratique : consolidation amicale pour la croissance.

Vient le tour de la principale accusée, Angela Merkel. La chancelière, dont le pays vit de ses exportations,

Pour se donner du courage, chacun vante ses réformes à long terme de l'Etat social

tations, rassure ses partenaires en faisant un plaidoyer indéfectible pour l'euro. Elle défendra la monnaie unique quoi qu'il arrive. Il n'empêche, elle pense qu'il convient d'économiser : son pays en particulier, l'Europe en général est vieillissante, il faut rassurer ménages et entreprises en développant une croissance soutenable, qui ne soit pas fondée sur une montagne de dettes.

S'ensuit un tour de table. Le premier ministre britannique, David

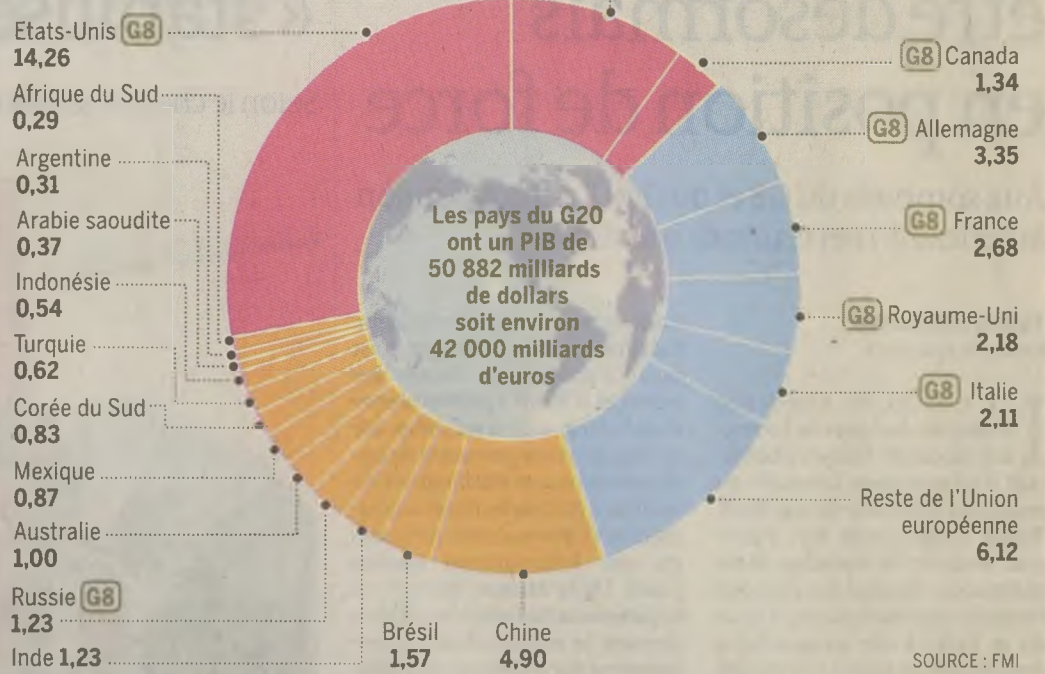
Cameron, critique les prévisions économiques de son prédécesseur pour justifier son plan d'économie. Son homologue italien, Silvio Berlusconi, fustige comme toujours la bureaucratie. Le président russe, Dmitri Medvedev, et le premier ministre japonais, Naoto Kan, saluent les efforts européens.

Au Canada, Européens et Américains ont cherché à minimiser leurs désaccords : tout le monde veut réduire les déficits. On divergerait simplement sur le rythme à adopter. La preuve, M. Obama veut diviser par deux le déficit public américain d'ici à 2013 pour stabiliser la dette à partir de cette date-là, explique une source française. En fait, le conflit est fondamental. Il s'agit d'avancer sur une ligne de crête, pour éviter d'un côté la rechute de 1937, lorsque Franklin D. Roosevelt avait retiré trop vite son plan de relance budgétaire, de l'autre, la montagne de dette fatale à la Grèce.

Au Canada, les dirigeants se sont félicités de ce que chacun avait maintenu ses plans de relance pour 2010, y compris l'Allemagne. Pour 2011, l'affaire est plus compliquée, l'Allemagne ayant décidé de réduire ses dépenses de 0,35% du PIB, ce qui fait tiquer M. Obama.

LE G20 : 87,8% du PIB mondial

PIB 2009 DES PAYS MEMBRES DU G20 ET DU G8 en milliers de milliards de dollars courants



Les mois à venir s'annoncent délicats. Nicolas Sarkozy, qui avait connu un regain de popularité lorsqu'il s'était agi de sauver les banques mais connaît une forte impopularité comme la plupart des leaders européens, évoque la peur des citoyens et leur impatience.

Chacun a promis à ses électeurs de ne pas augmenter les impôts. D'une contrainte politique, on fait une théorie : mieux vaut combler ses déficits en baissant les dépenses qu'en augmentant la fiscalité. Enfin, pour se donner du courage, chacun vante ses réformes à long terme de l'Etat social : M. Sarkozy a exposé sa réforme des retraites, M. Obama celle de la santé.

Mais faute de trouver soi-même les recettes de la croissance rapide, les dirigeants du G8 s'en remettent aux absents. Ils tablent

sur la politique monétaire, en particulier le premier ministre britannique. Avec des budgets sains, on pourra convaincre les banquiers centraux de maintenir leur politique accommodante.

Curieusement, on en appelle aussi aux banques. Bien sûr, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel veulent les taxer, pour qu'elles financent elles-mêmes les catastrophes qu'elles pourraient provoquer à l'avenir, ce que refusent tout net les Canadiens. Mais il ne faut pas trop les pénaliser, elles qui financent l'essentiel des entreprises alors que les pays anglo-saxons ont recours aux marchés financiers. Les « Continentaux » ne sont donc pas plus pressés que les Américains et les Britanniques d'augmenter les exigences de capitaux propres imposés aux banques.

« Notre économie est financée par des prêts bancaires, et une exigence trop rapide d'augmentation des fonds propres des banques risquerait de provoquer un choc négatif avec une raréfaction du crédit qui ferait plonger la croissance », s'inquiète une source française.

Enfin, les pays du Nord comptent sur les pays émergents rencontrés à partir de samedi soir à Toronto dans le cadre du G20. Les taux d'intérêts faibles dans l'hémisphère Nord doivent conduire à la réévaluation des monnaies du Sud, engagée par la Chine juste avant le G20, et à la correction des déséquilibres commerciaux. Nicolas Sarkozy a plaidé pour une politique commerciale plus offensive vis-à-vis des pays émergents. La croissance, c'est les autres. ■

Arnaud Leparmentier

Edmund Phelps, Prix Nobel : « Les économies occidentales n'innovent pas suffisamment »

Entretien

New York
Envoyés spéciaux

A la veille du G20 de Toronto, Edmund Phelps, Prix Nobel d'économie 2006, connu pour ses travaux sur le chômage structurel, était invité de la première édition du New York Forum les 22 et 23 juin. Au Monde, il livre son diagnostic de la crise.

Le G20 se réunit à Toronto ce week-end. Que doit-on en attendre ?

Faute de pouvoir mettre sur pied une version de la taxe Tobin sur les transactions financières, les chefs d'Etat discuteront sans doute de la manière de taxer les banques. A mon sens, c'est une idée assez médiocre. Taxer les profits des banques, taxer le succès, le fondement de l'économie capitaliste, ce n'est jamais une très bonne idée et c'est loin d'être une solution à la crise. Tout au plus s'agira-t-il d'une ressource supplémentaire pour les Etats. Mais cela peut inciter les établissements à s'exiler là où la fiscalité est plus légère, à Singapour, Hongkong... S'il faut s'attaquer à la finance, c'est d'une façon plus subtile en taxant les activités de court ter-

Le New York Forum, un anti-Davos ?

L'objectif de Richard Attias, fondateur du New York Forum, est clair. A la veille du G20 de Toronto, le publicitaire, marié à l'ancienne épouse de Nicolas Sarkozy, Cécilia Ciganer-Albeniz, a voulu créer un forum permettant aux grands patrons de livrer au monde politique des suggestions concrètes de réformes. Samedi 26 juin, le « NYF » devait donner au G20 une synthèse de ses réflexions insistant notamment sur la nécessité de développer l'innovation et de « laisser les entreprises faire faillite » pour décourager les prises de risques excessives.

me, et en faisant cesser la création de produits financiers exotiques qui présentent peu d'intérêt économique et social.

La finance a pris une part importante dans l'économie américaine sans être un créateur d'emplois. C'est sans doute pour cette raison que le public est si en colère contre les banques.

La finance a-t-elle pris trop d'importance dans l'économie, aux Etats-Unis en particulier ?

L'on ne peut revenir en arrière. Les Etats-Unis ne peuvent pas faire la compétition avec l'Asie dans

« Que les banques se remettent à financer l'innovation (...) et l'on assistera naturellement au redressement de l'industrie »

la fabrication de biens de consommation. Pour autant si la finance fonctionne correctement, elle pourra devenir un moteur pour l'économie manufacturière. Que les banques se remettent à financer l'innovation, les projets industriels de long terme porteurs de valeur ajoutée, et l'on assistera naturellement au redressement de l'industrie.

Le mal de nos économies, c'est donc surtout le manque d'innovation ?

Oui et cela ne date pas de la crise financière. Il y a dix ans, les projets financés pour la Silicon Valley représentaient 1% du PIB américain. Aujourd'hui, c'est deux dixièmes ! La plupart des innovations ne sont que des ramifications d'autres inventions et jamais elles n'atteignent le consommateur final. Les économies occidentales n'innovent pas suffisamment et, si l'on ne change rien à cela, nous aurons une croissance qui ne permettra pas de créer assez d'emplois.

Pensez-vous comme Bill Gates qu'il faut mettre l'accent sur

l'éducation pour que nos économies redevennent innovantes ?

La théorie de Bill Gates est aussi celle de Fidel Castro. Le monde entier entend payer son tribut au « capital humain ». Mais éduquer ne suffit pas. Souvenez-vous de cette anecdote du chauffeur de taxi à Moscou titulaire d'un doctorat (PhD) incapable de trouver un emploi. Il ne faut pas submerger l'offre de travailleurs diplômés mais offrir les diplômés que nos économies réclament. C'est la différence entre une économie « push » (pousser) et une économie « pull » (tirer).

Qu'en est-il de l'Europe ?

L'Europe souffre autant de la crise que les Etats-Unis. Mais, paradoxalement, il ne s'agit pas d'un déclin dramatique car le continent partait d'emblée avec un déficit de croissance. Depuis des années, certains pays comme la France vivent avec un chômage structurel et ne prennent pas les décisions appropriées pour le résorber. D'ici dix ou douze ans la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni retrouveront sans doute un niveau de croissance satisfaisant, mais d'ici là la reprise sera laborieuse.

Que pensez-vous des politiques de rigueur qui se multiplient ?

Certains pays n'ont pas le choix. Ceux du « Club Med » de l'Europe – la Grèce, l'Espagne, l'Italie –, ainsi que le Royaume-Uni et l'Irlande. Ces Etats ont des niveaux de dette à la limite du supportable. Bien sûr, certains argumentent que réduire les déficits pénalise la croissance. Mais si les Etats ne sont pas en mesure de contenir leur dette, les taux d'intérêt des emprunts publics et privés vont s'envoler, le crédit va se contracter et l'investissement sera grippé. Il faut toutefois savoir doser la rigueur et préciser que certains Etats ne sont pas acculés à mettre en place de telles politiques. L'Allemagne en fait partie.

Ce sera certainement un sujet d'accrochage entre les pays du G20. Entre ceux qui prônent d'autres

plans de relance – comme il est question aux Etats-Unis où un stimulus de 200 milliards de dollars annuel pourrait être discuté – et ceux qui recommandent aux Etats de faire des économies. Mais il existe d'autres options que les plans de relance. Singapour a fait l'expérience avec cette crise d'une montée du chômage. Le pays a mis en place un plan de subventions des bas salaires. En 2009, le chômage était résorbé.

La crise a accentué l'écart de

croissance entre les pays émergents et les Etats-Unis ou l'Europe. Cette tendance va-t-elle se poursuivre ?

La croissance va repartir aux Etats-Unis mais elle ne sera sans doute pas suffisante pour rétablir un plein-emploi. Aujourd'hui, le chômage est un peu en dessous de 10%, le voir reculer à 5,5% doit être un objectif, mais l'économie pourrait vivre plusieurs années avec 7% à 7,5% de la population sans emploi. L'Europe connaîtra,

elle, un niveau de chômage de l'ordre de 8%. Pour éviter ces scénarios, il faudrait plus d'innovation dans nos économies.

Vous êtes un fan de cinéma. Si vous deviez donner un titre de film à la situation que nous traversons quel serait-il ?

« The Last Dynamism of American Capitalism » (« les derniers jours du dynamisme du capitalisme américain »).

Propos recueillis par Claire Gatinois et Sylvain Cypel

Comment le Web 2.0 peut-il se mettre au service de l'entreprise globale ?

Découvrez la réponse de Pascal Daloz, directeur général de Dassault Systèmes, sur l'e-mag Solutions aux entreprises sur www.solutionsauxentreprises.lemonde.fr

Le Monde.fr Supplément Partenaire

SFR Business Team Faire équipe avec vous

Barack Obama juge être désormais en position de force

Aux sommets du G8 et du G20, l'administration américaine met en avant ses bilans

Toronto (Canada)
Envoyés spéciaux

Il y a un an, les Américains étaient les *bad guys* de l'économie mondiale. Même s'il bénéficiait d'un sentiment favorable du seul fait de ne pas être George Bush, Barack Obama avait fort à faire pour esquiver les reproches de ses partenaires. Pendant ses premiers sommets internationaux, il avait dû se livrer à une gymnastique compliquée : reconnaître la responsabilité des Etats-Unis dans la crise sans avoir l'air de présenter des excuses, ce qui est toujours mal vu sur sa scène intérieure. Cette fois, sans pérorer, M. Obama peut dire : « Je m'étais engagé à réformer, je l'ai fait. A vous maintenant. »

Vendredi 25 juin à l'aube, les élus démocrates, très majoritaires au Congrès, ont finalisé le plus vaste projet de réforme de la finance jamais proposé depuis les années 1930. Peu importe qu'ils aient en fin de compte raboté nombre de ses dispositions les plus contraignantes pour les banques américaines : le président ambitionnait d'arriver au G20 avec un projet de loi ficelé, il l'a obtenu. Et au fond, vu la

La popularité du président américain dans le monde est toujours forte

puissance du système financier américain, tous les autres pays du G20 attendaient de connaître le contenu de la réforme avant de s'y atteler de leur côté. Si la prééminence américaine avait besoin d'être démontrée, voilà, aux yeux de l'administration, qui est fait.

La Maison Blanche estime avoir abordé les réunions du G8 et du G20 en « position de force ». Le président Obama était arrivé à son premier sommet, en avril 2009 à Londres, « avec beaucoup d'aura et d'attentes », dit un haut responsable de l'administration. Depuis, il a « obtenu des résultats à domicile » sur les principaux sujets de préoccupation du G20. L'économie se contractait de 6 % ; elle connaît une croissance de 3 %. C'est au G20 de Pittsburgh, en septembre, que M. Obama a commencé à imposer son ordre du jour : le *rebalancing*, ou rééquilibrage de l'économie mondiale entre pays à excédent (Chine, Allemagne) et pays à déficit.

La réunion de Toronto doit être celle de la « consolidation des fonda-

tions », ajoute notre interlocuteur. Car entre-temps, l'Europe n'est plus en position de donner des leçons, et la Chine a préféré rentrer dans le rang. « Elle a estimé qu'elle ne pouvait pas se permettre de laisser sa relation avec Washington s'envoler », dit Charles Freeman, spécialiste de l'Asie au Center for Strategic and International Studies (CSIS). De la Maison Blanche au département du Trésor, les officiels donnent le même satisfecit : une économie sur le chemin de la croissance, des tests de résistance bancaires effectués depuis longtemps, alors que les Européens engagent seulement leurs réformes. Bref, les Américains, partis « tôt », estiment avoir fait leur part.

Sur la politique étrangère, M. Obama juge aussi avoir engrangé des résultats : les sanctions contre Pyongyang et Téhéran ; la spectaculaire relance (« reset ») avec Moscou ; une Chine désormais plus ouverte à la flexibilité de sa monnaie. « Pendant la première année, les Chinois ont vu Obama comme un président relativement faible », explique M. Freeman. Avec Pékin, comme avec Moscou, l'administration a fait d'entrée des gestes de conciliation. Le ton s'est durci lorsqu'ils n'ont pas été réciproques. Avec la Russie, le traité Start a été retardé, mais finalement conclu. Et la Chine a préféré suivre sur les sanctions contre l'Iran.

Barack Obama se sent aussi conforté par le dernier sondage du Pew Global Attitudes Project, qui montre une popularité soutenue dans le monde, supérieure à celle dont il jouit à domicile : près de 10 points de hausse en Russie, et même une progression en Chine. Une seule région résiste : le Proche-Orient. Les proches de M. Obama répondent en mettant en avant l'allègement du blocus de Gaza, la reprise des pourparlers de proximité entre Israéliens et Palestiniens.

Aussitôt le G20 terminé, M. Obama doit recevoir à la Maison Blanche le roi Abdallah d'Arabie saoudite, puis le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou. En attendant, au G20, Turcs et Brésiliens, les francs-tireurs des sanctions contre l'Iran, d'habitude très courtois, sont ostensiblement laissés de côté. M. Obama est poli, mais il fonctionne à la réciprocité. Le président Lula a d'ailleurs annulé sa venue à Toronto pour suivre l'aide aux victimes des graves inondations dans le nord-est du Brésil. ■

Corine Lesnes
(avec Sylvain Cypel)

Le référendum au Kirghizistan pourrait « stabiliser le pays » après les pogroms

Selon le chercheur Bayram Balci, la fracture entre Ouzbeks et Kirghiz a été creusée par le pouvoir déchu



Préparatifs du référendum à Osh, une des villes touchées par les violences anti-Ouzbeks à la mi-juin. VASILY FEDOSENKO/REUTERS

Rencontre

Moscou
Correspondante

Les pogroms anti-Ouzbeks perpétrés au Kirghizistan, pays qui devait se prononcer, dimanche 27 juin, sur un référendum constitutionnel, sont-ils un héritage de Staline et du découpage artificiel des Etats d'Asie centrale ? Pour Bayram Balci, directeur de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (Ifaec), basé à Bichkek, la région n'est pas la seule du monde où les frontières sont artificielles, mais il les juge néanmoins « particulièrement aberrantes ».

« Elles ont été pensées à une époque où ces Etats faisaient partie d'un même ensemble, l'Union soviétique », raconte M. Balci. Acculés à l'indépendance au moment de l'éclatement de l'URSS, les nouvelles Républiques ont été contraintes de concevoir des identités nationales dans des Républiques multiethniques et dotées de frontières ne correspondant pas à la réalité ethnique. Il existe ainsi de fortes minorités ouzbèkes au Kirghizistan, au Tadjikistan et au Kazakhstan. ■

Le chercheur, pour qui les populations majoritaires et minoritaires « doivent réapprendre à vivre ensemble », poursuit : « Les frontières héritées sont ce qu'elles sont, et il faut faire avec, pas question de les modifier. »

Selon Bayram Balci, « ethniquement, Kirghizes et Ouzbeks sont proches, les deux peuples appartenant à la famille turcique, une proximité qu'ils ont aussi à travers la langue et la religion, ils sont turcophones et musulmans », même si chaque groupe pratique sa langue et sa religion à sa manière.

« Kirghization » de l'Etat

Plus que l'ethnicité, « c'est la question identitaire, politisée à outrance dans un contexte de crise politique et économique et exacerbée par la politique nationaliste [de l'ancien président Kourmanbek] Bakiev, avec sa volonté d'accélérer le processus de « kirghization » de tous les échelons de l'Etat, qui explique largement le déchaînement » de la violence des dernières semaines. « Mais sans le contexte politique exceptionnel, à savoir la région au sud qui échappe au contrôle du gouvernement provisoire, et sur-

tout sans les agissements des partisans du président déchu, l'antagonisme identitaire, devenu plus visible depuis la fin de l'ère soviétique, n'aurait connu ni une telle radicalisation ni un tel niveau de violence », assure le chercheur.

Face aux violences, la Russie et les Etats unis, qui disposent chacun d'une base militaire au nord du pays, n'ont pas souhaité intervenir, même si une demande officielle avait été adressée à la Russie par le gouvernement provisoire kirghiz. « Pour la Russie, le Kirghizistan ne représente pas les mêmes intérêts géopolitiques que l'Ossétie du Sud [enjeu de la guerre russo-géorgienne d'août 2008]. Moscou a estimé que le risque d'enlèvement était trop grand à cause de la nature quelque peu ethnique du conflit », assure M. Balci. Les Etats-Unis sont restés distants pour les mêmes raisons, ajoute-t-il. Selon lui, les Américains n'avaient rien à gagner à intervenir dans cette région très éloignée de ce qui est le plus important, à leurs yeux, dans ce pays : la base militaire de Manas qui sert pour l'approvisionnement des troupes en Afghanistan.

Le référendum du 27 juin chan-

gera-t-il la donne ? « Le pays va se doter d'une nouvelle Constitution, et maintenir au pouvoir la présidente par intérim Roza Otounbaeva jusqu'en décembre 2011. Il s'agit de donner une légitimité au gouvernement provisoire, qui doit durer jusqu'aux prochaines élections. » Mais les pogroms « d'Osh et de Djalal-Abad ne permettront certainement pas » un vote normal. « Par ailleurs, les destructions ont été telles que beaucoup ont perdu leurs papiers. On parle de destructions volontaires de pièces d'identité lors des opérations de maintien de l'ordre. Cela rend le déroulement du référendum difficile, mais il aura lieu. »

D'où l'hypothèse que les violences avaient pour objectif de l'empêcher. « C'est sans doute pour cette raison que le référendum a été maintenu, y compris là où les conditions ne sont pas vraiment réunies pour un déroulement normal », estime Bayram Balci. « On sait qu'il ne sera pas conforme aux normes démocratiques, conclut-il, mais peu importe, l'objectif à présent est d'apporter de la stabilité à ce pays et à ce gouvernement, qui, de toute façon, ne durera que quelques mois. » ■

Marie Jégo

Aux Etats-Unis, le combat du condamné à mort Troy Davis

Dans une procédure inédite, un juge pourrait revenir sur une peine capitale prononcée en 1991

Il n'a pas bougé. Le détenu Troy Anthony Davis est resté de marbre devant ses anciens accusateurs qui l'avaient envoyé voilà dix-neuf ans dans le couloir de la mort. Pendant deux jours, les 23 et 24 juin, cet Afro-Américain âgé de 41 ans, dont plus de la moitié passée derrière les barreaux pour le crime d'un policier blanc qu'il a toujours nié, a écouté les témoins revenir, un à un, sur leurs déclarations à la barre du tribunal de Savannah. Un défilé de contrition devant le juge William Moore qui rendra ses conclusions à la Cour suprême dans une procédure inédite de mémoire de juristes américains.

Comme toutes les affaires de peine capitale, l'histoire est exaspérante et compliquée. Troy Davis a été condamné en 1991 pour un meurtre commis le 19 août 1989. Lors de cette chaude nuit d'été, l'agent Mark MacPhail est venu rejoindre le deuxième emploi qu'il occupe à la sécurité du Burger King de Savannah, lorsqu'une bagarre éclate entre un sans-abri, Larry Young, et Sylvester « Redd » Coles.

Ce dernier se trouve en compagnie de Troy Davis et d'une personne mineure. Le policier, qui tente alors de s'interposer, est abattu par une arme de calibre 38.

Troy Davis s'enfuit pour ne pas être mêlé à l'affaire, selon l'explication qu'il fournira plus tard. Des témoins assurent avoir vu Sylvester Coles sortir un pistolet de sa poche, mais c'est Troy Davis qui sera inculpé, sur la foi de l'accusation de ce même Sylvester Coles et de huit autres témoins. Aucune trace d'ADN ou empreinte digitale n'a été relevée sur les lieux du crime. Aucune fouille du domicile de Coles n'a été effectuée.

S'ensuit une longue bataille judiciaire. De nouveaux avocats pointent les erreurs de l'enquête. Amnesty International prend fait et cause pour le condamné. L'archevêque sud-africain Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix, l'ancien président Jimmy Carter et le directeur du FBI sous Ronald Reagan, William S. Sessions, demandent un nouveau procès, en vain. Par trois fois, Troy Davis échappera en extre-

mis à la chambre d'exécution. Sept fois il aura demandé à être rejugé en appel, sept fois sa requête sera rejetée. Des années de procédures qui buteront sur une règle implacable : les tribunaux fédéraux refusent de tenir compte des éléments que les cours d'appel d'Etat n'ont pas examinés auparavant.

Prouver son innocence

Et pourtant, sept des neuf témoins se sont récusés depuis 2001, la plupart affirmant avoir désigné Troy Davis sous la pression de la police. Sept déclarations qui ont finalement pesé, le 17 août 2009, dans cette décision de la Cour suprême d'enjoindre à la justice de l'Etat de Géorgie de réexaminer le dossier sur le fond afin d'éviter « le risque de mettre à mort un innocent ». Une décision unique en son genre : elle redonne la main au juge local qui devra répondre sur le fait de savoir « si les preuves qui n'ont pu être obtenues au moment du procès initial démontrent clairement la non-culpabilité du requérant ». Troy Davis doit donc prou-

ver son innocence, mais aussi convaincre le juge qu'il n'a pu obtenir les preuves de celle-ci avant.

Pendant les deux jours d'audience, quatre témoins sont venus expliquer pourquoi ils avaient accusé à tort Troy Davis en 1991. Pour la première fois, un détenu de 36 ans, Benjamin Gordon, est allé jusqu'à accuser Sylvester Coles d'avoir tiré et abattu le policier. Un autre témoin de la défense, Anthony Hargrove, a déclaré que Coles lui a avoué être l'auteur du crime.

Les avocats du parquet ont fait témoigner d'anciens policiers. Ils ont également pointé la non-convocation par la défense des cinq autres témoins de l'époque. Notamment Sylvester Coles qui refuse toujours d'endosser la responsabilité du meurtre.

La décision du juge Moore était attendue vendredi. Elle n'est pas venue. Le magistrat a demandé aux avocats de formuler par écrit leurs requêtes avant le 7 juillet. Il rendra sa décision aussi vite que possible, a-t-il promis. ■

Nicolas Bourcier

DIMANCHE
27 JUIN À 18H 10

Internationales

DOV ZERAH
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

www.tv5monde.com

Xavier Lambrechts (TV5MONDE), Bruno Daroux (RFI), Alain Faujas (Le Monde)

DIFFUSION SUR LES HUIT CHAINES DE TV5MONDE, EN DIRECT SUR LES ANTENNES DE RFI ET SUR INTERNATIONALES.FR

TV5MONDE et **RFI** avec **Le Monde**